

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20250913-LF-1112*20*21546412279

Nom de la source	Samedi 13 septembre 2025
Le Figaro	Le Figaro • no. 25209
Type de source	• p. 26
Presse • Journaux	• 1145 mots
Périodicité	Décideurs
Quotidien	
Couverture géographique	Nationale
Nationale	
Provenance	France
France	



« J'ai une réelle inquiétude sur l'évolution de la consommation en France »

Le distributeur craint que la morosité ambiante dans le pays ne déteigne vite sur les achats alimentaires dans les grandes surfaces.

Letessier, Ivan

Le président du groupement des Mousquetaires (Intermarché, Netto, Bricomarché) anticipe les impacts négatifs de la situation politique.

LE FIGARO. - LE FIGARO. - Chute du gouvernement Bayrou, mouvement Bloquons tout... L'instabilité politique et sociale se traduit-elle dans la consommation dans les grandes surfaces ?

- **THIERRY COTILLARD.** - Pour l'instant, la distribution alimentaire est épargnée. Les ventes en volume ont d'ailleurs progressé de 1,4 % au cours du premier semestre. Mais au-delà des chiffres, le ressenti est tout autre. Les clients ont conservé les réflexes de la crise inflationniste. Cela se traduit par des passages en magasins plus fréquents, dans plus d'enseignes différentes, avec moins d'articles dans le panier, et une plus forte proportion de produits à marques de distributeur. J'ai une réelle inquiétude sur l'évolution de la consommation dans les semaines à venir. En France, la consommation porte déjà moins la croissance qu'en Belgique,

Allemagne et Pologne. Pour se préparer à des lendemains difficiles, on épargne beaucoup plus que nos voisins (19 % des revenus, contre 14 % ailleurs, soit 200 euros par mois). On l'a vu, cet été a été terrible pour les secteurs du bricolage, de la restauration, des loisirs. Je crains que cette morosité ne déteigne sur l'alimentaire. En ce moment, nous passons les commandes pour les fêtes de fin d'année. Est-ce que les Français voudront ou pourront se faire plaisir avec du champagne ou du foie gras ? En l'état, il est impossible de se prononcer. Dans les dix jours à venir, nos acheteurs devront prendre des risques et faire des paris sur ce que sera le moral des Français à Noël.

LE FIGARO. - Le ras-le-bol des consommateurs se constate-t-il dans les comportements d'achat ?

- Ce ras-le-bol, je l'entends au quotidien. De la part des clients comme des salariés. L'hyperinflation alimentaire (+ 20 % entre février 2022 et août 2023) n'est toujours pas digérée, même si les prix se sont stabilisés depuis plusieurs mois. Les études économiques peuvent démontrer que le pouvoir d'achat a pro-

Sylvie HUMBERT

gressé de 2 % depuis dix-huit mois, le ressenti est tout autre. On a quand même un quart des Français qui est à découvert chaque mois.

LE FIGARO. - Les distributeurs sont dans le collimateur de certains des organisateurs du mouvement Bloquons tout. Comment peuvent-ils réagir et prouver à leurs clients qu'ils ont intégré leurs préoccupations ?

- Ce sont les distributeurs qui présentent le ticket de caisse final au client. Je regrette qu'une part des Français n'ait pas conscience que la distribution a été un amortisseur de l'inflation. Nous avons réduit nos marges et négocié au maximum avec les grands industriels pour proposer les meilleurs prix. Entre 2023 et 2025, si nous n'avions pas négocié avec les marques, l'inflation n'aurait pas été de 20 %, mais de 30 % à 35 % ! Et, bien que l'inflation se stabilise, nous multiplions les initiatives pour offrir des prix bas, comme la baguette à 29 centimes pour certaines enseignes, les fournitures scolaires remboursées chez Intermarché... En cette rentrée, Inter-

Documents sauvegardés

marché multiplie les efforts envers les étudiants, dont 20 % sautent des repas, un tiers travaille pour payer ses études, et 40 % se privent de soins. Nous leur proposons 20 % de réduction sur 6 000 produits de nos marques propres.

LE FIGARO. - Craignez-vous les conséquences macroéconomiques et sociales de la politique menée par le gouvernement que doit former le nouveau premier ministre, Sébastien Lecornu ?

- Oui, j'ai de vraies craintes pour les dix-huit mois qui nous séparent de l'élection présidentielle, à cause de l'incapacité des partis politiques français à trouver un compromis. L'Assemblée nationale est composée de trois blocs qui bloquent et n'ont jamais montré une volonté d'avancer pour servir l'intérêt commun. Les effets néfastes de cette politique sont déjà perceptibles depuis des mois. Et si, demain, la note de la France venait à être dégradée, alors ce serait encore pire. Cela entraînera une hausse des taux et des coûts pour les entreprises et les particuliers. Notre poids sur la scène européenne est aussi affaibli. On l'a vu avec la loi Duplomb, qui met nos agriculteurs hors-jeu face à nos voisins. Et sur le plan mondial, nous, Européens, subissons le match face à des droits de douane américains ou des taxes chinoises de 20 % sur les importations de porc. Dans ce contexte, il est difficile pour les entreprises françaises de se projeter. À l'échelle du Groupe Mousquetaires, on a engagé des opérations de croissance. Nos chefs d'entreprise investissent pour transformer des magasins, souhaitent recruter, mais craignent la nouvelle taxe qui les mettra en difficulté, sachant que la France est déjà championne du monde dans le domaine. Pendant ce temps,

l'Allemagne va baisser le taux d'impôt sur les sociétés de 15 % à 10 % d'ici à 2028.

LE FIGARO. - Qu'attendez-vous du futur gouvernement ?

- De la stabilité fiscale et réglementaire, des bonnes nouvelles qui redonneraient confiance aux consommateurs et aux investisseurs, et bien sûr un changement de méthode. Depuis des années le réflexe c'est : « un nouveau déficit, une nouvelle taxe ». Ce n'est pas tenable. Le pays n'a présenté aucun budget à l'équilibre depuis cinquante ans. Imaginez si nous faisons la même chose avec nos entreprises ! Nous attendons un vrai plan de croissance pour la France, pour relancer l'activité, réduire les dépenses publiques, et en finir avec les surcouches administratives et la surréglementation. Avant de taxer, c'est à ce niveau que nous pouvons faire des économies, que Bercy chiffre à 90 milliards d'euros.

LE FIGARO. - L'essor des plateformes d'e-commerce Temu et Shein menace-t-il les autres acteurs de la distribution en France ?

- Quelque 50 000 emplois ont été détruits dans le commerce en France depuis dix-huit mois. Et 800 avions arrivent chaque jour de Chine pour déverser des produits fabriqués dans des conditions douteuses, qui ne respectent pas la réglementation. Vouloir protéger nos petits commerçants ou notre industrie textile avec une taxe de 2 euros sur chaque colis, c'est une blague. Mieux vaut ne rien faire. En revanche, une taxe violente de 20 euros par colis serait suffisamment dissuasive pour protéger la qualité et le « made in France ».

LE FIGARO. - Jusqu'où la consolidation de la distribution alimentaire

peut-elle aller ?

- Je pense que la consolidation n'est pas terminée. Partout ailleurs en Europe, il n'y a que quatre à cinq acteurs, dont le leader détient 25 % à 30 % du marché. D'ici cinq à dix ans, je pense qu'il y aura trois acteurs de moins en France. La question n'est pas de savoir si cela se fera, mais quand. Dans la distribution, tout est question de taille critique. C'est ce qui permet de proposer les meilleurs prix aux clients. Et puisqu'il y a deux fois moins d'autorisations d'ouverture de mètres carrés qu'il y a cinq ans, la seule façon d'augmenter son parc de magasins est d'en racheter.

Note(s) :

iletessier@lefigaro.fr